

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 22618 Numéro SIREN : 853 284 040 Nom ou dénomination : DUFIPARM
--

Ce dépôt a été enregistré le 21/08/2019 sous le numéro de dépôt 99136

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-08-2019

N° DE DEPOT : 2019R099136

N° GESTION : 2019B22618

N° SIREN : 853284040

DENOMINATION : DUFIPARM

ADRESSE : 10 rue du Colisée 75008 Paris

DATE D'ACTE : 21-08-2019

TYPE D'ACTE : Certificat

NATURE D'ACTE : Attestation bancaire

PARIS CHAMPS ELYSEES
2 RUE VERNET
75008 PARIS 08
Tél. : 01 47 20 17 40
Fax : 01 47 20 78 73

V / réf.: 65062013138
N / réf.: YVANE CASSEBRAS

Attestation de dépôt

pour constitution de capital social
(Articles L225-5 et R225-6 du code de commerce)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France dont le siège social est sis à : 26 quai de la Rapée 75012 Paris atteste

qu'il a été déposé le 01/08/2019 par DUCOULOMBIER FRANCOIS fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

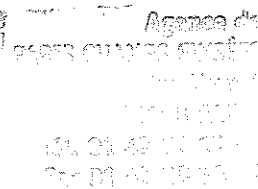
- Au compte spécial bloqué n° 65062013138
ouvert au nom de la Société en formation, dénommée DUFIPARM
au capital de 1 000,00 EUR
sans appel public à l'épargne
dont le siège social est établi à 10 RUE DU COLISEE 75008 PARIS
la somme de 1 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 100,00 % du capital social
- Une liste comportant les membres fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à PARIS 08, le 21 Août 2019

MATTHIEU LEROUX
Directeur de l'agence

Y. Cassebras
Directeur Adjoint



Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France - Siège Social : 26 quai de la Rapée 75012 Paris
Société coopérative à capital variable - Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. Immatriculée au
Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 008 015 - 775 665 615 RCS PARIS

Liste des fondateurs

Société : DUFIPARM

Compte n° 65062013138

Liste des personnes physiques

Nom	Date de naissance	Montant versé en €
DUCOULOMBIER FRANCOIS	19/08/1961	1 000,00

Liste des sociétés

Raison sociale	Numéro SIREN	Montant versé en €
		0

MATTHIEU LEROUX

Directeur de l'agence

[Signature] Y. Carre / 13
D. Adjointe

[Signature]

03/03/2018

03/03/2018

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-08-2019

N° DE DEPOT : 2019R099136

N° GESTION : 2019B22618

N° SIREN : 853284040

DENOMINATION : DUFIPARM

ADRESSE : 10 rue du Colisée 75008 Paris

DATE D'ACTE : 25-07-2019

TYPE D'ACTE : Liste des souscripteurs

NATURE D'ACTE :

DUFIPARM
Société par actions simplifiée
Au capital de 1.000 euros
Siège social : 10 rue du Colisée, 75008 Paris

ÉTAT DE SOUSCRIPTION ET DE VERSEMENT

Capital : 1.000 euros

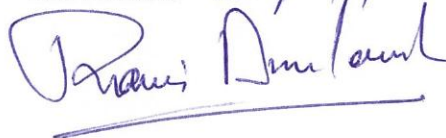
Nombre d'actions : 100, toutes de numéraire libérées intégralement

Valeur nominale : 10 euros

Nom, prénom, adresse des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant nominal des actions souscrites	Montant des versements effectués
Monsieur François DUCOULOMBIER 20 avenue Pavie 44500 La Baule	100	1.000 €	1.000 €
Total des actions souscrites Total du montant nominal de ces actions Total des versements effectués	100	1.000 €	1.000 €

Fait à Paris le

Le 7/7/2019.



Signature du Président
François Ducoulombier

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 21-08-2019

N° DE DEPOT : 2019R099136

N° GESTION : 2019B22618

N° SIREN : 853284040

DENOMINATION : DUFIPARM

ADRESSE : 10 rue du Colisée 75008 Paris

DATE D'ACTE : 25-07-2019

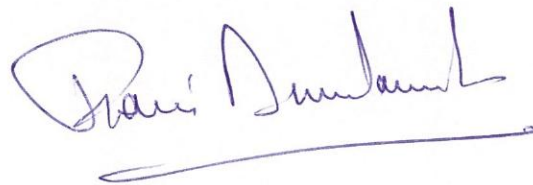
TYPE D'ACTE : Statuts constitutifs

NATURE D'ACTE : Président actionnaire unique personne physique

DUFIPARM

Société par actions simplifiée
Au capital de 1.000 euros
Siège social : 10 rue du Colisée – 75008 Paris
RCS Paris en cours d'immatriculation

STATUTS



LE SOUSSIGNE :

- Monsieur François Jean-Marie Pierre DUCOULOMBIER, né le 19 août 1961 à Linselles (59), de nationalité française, demeurant 20 avenue Pavie, 44500 La Baule,

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par Actions Simplifiée qu'il a décidé d'instituer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a diagonal stroke.

TITRE I

FORME - OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 - Forme

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la prise de participation, par voie d'apport, d'achat, de souscription ou autrement, dans toutes sociétés, quelle qu'en soit la forme et l'objet ;
- La fourniture de prestations de services en matière de conseil et assistance en gestion et management ;
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Article 3 – Dénomination sociale

La Société a pour dénomination sociale : **DUFIPARM**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 – Siège Social

Le siège social est fixé au 10 rue du Colisée – 75008 Paris.

Le transfert du siège social dans le même département est décidé par le Président. Tout transfert en un autre lieu du territoire français résultera d'une décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts.



Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Article 6 – Apports

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports en numéraire et sont libérées intégralement de leur valeur nominale, ainsi qu'il résulte du certificat de la Banque

Agence sise *Credit agricole île de France*, dépositaire des fonds.
2 rue Vauvray, 75008 Paris

Article 7 – Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de mille (1.000) euros.

Il est divisé en cent actions, d'une valeur nominale de dix euros chacune.

Ces actions, d'une seule catégorie, sont intégralement libérées.

Article 8 – Modifications du Capital

Le capital social est augmenté ou réduit par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts, sur rapport du Président de la Société.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser dans le délai légal l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En représentation d'une augmentation de capital, il peut être créé soit des actions ordinaires, soit des actions de priorité jouissant de certains avantages sur les autres actions et conférant notamment des droits d'antériorité, soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux.

Les actions nouvelles sont émises soit au pair, soit avec prime.

Les associés ont proportionnellement au montant de leurs actions un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La décision collective prononçant l'augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription de tous ou de certains associés. Les associés peuvent également renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le capital peut aussi être réduit par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts, soit par réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres; dans ce dernier cas, et afin de permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles, les associés sont tenus de céder ou d'acquérir les actions qu'ils ont en trop ou en moins.

Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de tout échange de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles.

Article 9 -Libération des Actions

Les actions souscrites en numéraire lors de la constitution ou lors d'augmentations de capital ultérieures doivent être libérées conformément aux dispositions légales.

Article 10 - Forme des Actions

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription dans un compte ouvert par la Société au nom de l'associé, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Article 11 – Transfert des Actions

11.1 La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

11.2 Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

11.3 En cas de pluralité d'associés, les actions (ou valeurs mobilières donnant accès au capital) ne peuvent être cédées à des tiers ou entre associés qu'après agrément préalable donné par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts.

La demande d'agrément doit être notifiée au Président par tout moyen permettant d'obtenir une date opposable à la Société. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le Président notifie sans délai cette demande d'agrément aux associés.

La décision des associés sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de ladite demande. Elle est notifiée au cédant par tout moyen. Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai de deux mois, l'agrément est réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément n'ont pas à être motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Moyennant paiement des frais d'expertise, le cédant pourra toutefois renoncer à la vente s'il refuse le prix ainsi fixé.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation des associés dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des dispositions ci-dessus est nulle, y compris lorsque le transfert d'actions (ou valeurs mobilières donnant accès au capital) intervient au profit d'un conjoint ou résulte de la liquidation d'une communauté entre époux ou de toutes opérations de transmission successorale et de partage d'indivision.

Article 12 – Droits et Obligations Attachés aux Actions

- 12.1 Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

- 12.2 Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

- 12.3 La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.



- 12.4 Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III

DIRECTION ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 13 - Présidence de la Société

La Société est représentée, administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

En cours de vie sociale, le Président est désigné, pour une durée déterminée ou indéterminée, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts.

Le Président peut cumuler ses fonctions avec un contrat de travail.

Les fonctions du Président prennent fin soit par la démission, soit par la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du Président est prononcée par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts ou, pour une cause légitime, par le tribunal de commerce à la demande de tout associé de la Société.

Le principe, le montant et les modalités de la rémunération du Président sont fixés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts.

Article 14 – Pouvoirs du Président

- 14.1. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société vis-à-vis des tiers et pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sous réserve des attributions exercées collectivement par les associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

- 14.2. Le Président peut consentir à tous mandataires de son choix toute délégation de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.



- 14.3. Conformément aux dispositions des articles L 2323-62 et suivants du Code du Travail, les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits définis par ces articles auprès du Président ou du Directeur Général.

Article 15 – Direction Générale

15.1. Direction générale

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux (en cas de pluralité de directeurs généraux, ceux-ci auront l'appellation de directeurs généraux délégués) pour assister le Président dans l'accomplissement de sa mission.

Le directeur général ou les directeurs généraux délégués sont désignés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts. Ils sont révoqués dans les mêmes conditions.

Le directeur général ou les directeurs généraux délégués sont nommés pour la durée des fonctions du Président. En cas de démission de ce dernier, ils conservent leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le directeur général ou les directeurs généraux délégués sont obligatoirement des personnes physiques. Ils peuvent être titulaires d'un contrat de travail.

Le principe, le montant et les modalités de la rémunération du directeur général ou des directeurs généraux délégués sont fixés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise dans les conditions du Titre V des présents statuts.

15. 2. Pouvoirs du directeur général ou des directeurs généraux délégués

Le directeur général ou les directeurs généraux délégués seront investis, sauf dispositions contraires inopposables aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président, lesdits pouvoirs comportant notamment ceux d'engager la Société à l'égard de tiers.

Article 16 - Conventions réglementées

Les conventions qui peuvent être passées directement ou indirectement entre la Société et son Président ou l'un de ses dirigeants sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues par la loi s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

Par dérogation aux dispositions législatives, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son dirigeant.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 17 – Commissaires aux Comptes

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes Titulaires et Suppléants peuvent être nommés dans les conditions légales et réglementaires. Dans cette hypothèse, ils exerceront leur mission de contrôle conformément à la loi.

TITRE V

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 18 - Objet des Décisions Collectives des Associés

Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour décider des opérations suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- nomination et révocation du Président, du directeur général ou des directeurs généraux délégués, ainsi que le principe, le montant et les modalités de la rémunération éventuelle pour ces dirigeants,
- nomination, renouvellement ou remplacement, le cas échéant, des Commissaires aux Comptes,
- approbation des conventions réglementées,
- augmentation, amortissement et réduction du capital,
- émission et/ou attribution par la Société de tous titres, droits et/ou options donnant accès à terme au capital social de la Société (tel(le)s que, sans que cette liste soit limitative, obligations convertibles en actions, bons de souscription d'actions, bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, options de souscription ou d'achat d'actions ...),
- fusion, scission et apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- transformation en une société d'une autre forme,
- transfert du siège social au-delà du département où il est établi,
- toutes autres modifications statutaires ne relevant pas des décisions requérant selon les dispositions légales, l'unanimité des associés.



Si la Société ne comprend qu'un seul associé, les décisions ci-dessus sont de la compétence de l'associé unique.

Toute autre décision relève de la compétence du Président, du directeur général ou des directeurs généraux délégués.

Article 19 - Droits de Vote

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, par lui-même ou par mandataire.

Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Article 20 - Modes de Consultation des Associés

20.1. Les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du Président, du directeur général ou de l'un des directeurs généraux délégués.

Elle peut toutefois être provoquée par l'un quelconque des associés représentant plus de 10% du capital social de la Société en cas d'inaction des dirigeants.

Les décisions collectives des associés de la Société sont prises, au choix de l'initiateur, soit en assemblée générale, soit par consultation écrite, soit par conférence téléphonique ou audiovisuelle dans le respect des conditions légales.

Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé signé par tous les associés.

20.2. Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège social de la Société. Ils sont signés pour chaque consultation par le Président de la Société ou, en cas de consultation en assemblée générale, par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports éventuels soumis à discussion, un exposé des débats, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Par ailleurs, le Président devra établir la liste des associés ou mandataires ayant pris part à la consultation, et de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations. Lorsque les décisions collectives sont prises en assemblée générale, cette liste est émarginée par les personnes concernées.

Article 21 - Assemblées Générales

L'assemblée générale est convoquée dans un délai minimum de huit (8) jours par le Président, le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués, ou un associé ayant au moins un quart des droits de vote, par tous moyens écrits adressés à chaque associé avant la date de la réunion et mentionnant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée générale peut être convoquée en tout lieu indiqué sur la convocation, en France ou à l'étranger.

L'assemblée générale est présidée par le Président. A défaut, elle élit son président.

Les associés peuvent se faire représenter aux assemblées par un autre associé. Le nombre de mandats dont un associé ou un tiers peut disposer n'est pas limité. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par fax ou courrier électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion, qui est signé par le président de séance.

Article 22 - Consultations Ecrites

En cas de délibération par voie de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de dix (10) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie ou courrier électronique. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai précité est considéré avoir accepté ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Il est annexé à ce procès-verbal la réponse de chaque associé.

Article 23 – Décisions Collectives Ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions suivantes : approbation des comptes annuels et affectation des résultats, décision sur la rémunération des dirigeants, nomination, le cas échéant, des Commissaires aux Comptes, agrément des cessions d'actions et toutes autres décisions n'emportant pas modification des statuts.

Les décisions collectives ordinaires sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés statuant à la majorité simple des droits de vote présents ou représentés.

Article 24 – Décisions Collectives Extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions suivantes : révocation du Président, du directeur général ou des directeurs généraux délégués, augmentation, amortissement et réduction du



capital, fusion, scission et apport partiel d'actif, transfert du siège social au-delà du département où il est établi, dissolution et liquidation de la Société, transformation en une société d'une autre forme, ainsi que toutes autres modifications des statuts.

Les décisions collectives extraordinaires sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés statuant à la majorité des deux tiers des droits de vote présents ou représentés.

Sont réservées les décisions requérant l'unanimité des associés par application de la loi. Ainsi, en application des dispositions de l'article L 227-19 du Code de Commerce, les décisions collectives concernant toute adoption ou modification de clause statutaire relative à l'inaliénabilité des actions et à l'exclusion d'un associé défaillant seront obligatoirement adoptées à l'unanimité.

En outre, aucune modification des droits des actions ne peut être faite par décision collective des associés (y compris par voie d'émission d'actions nouvelles avec suppression du droit préférentiel de souscription) sans une autorisation préalable par décision spéciale ouverte aux seuls associés titulaires d'actions de la catégorie concernée, statuant conformément aux dispositions légales.

Article 25 - Information des Associés

Quel qu'en soit le mode, toute consultation des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication avant la date de la consultation dans un délai raisonnable.

TITRE VI

COMPTES ET AFFECTATION OU REPARTITION DES BENEFICES

Article 26 – Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 27 - Fixation, Affectation et Répartition des Bénéfices

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'année, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent au moins pour constituer la réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde, augmenté du report à nouveau bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de la collectivité des associés pour, sur proposition du Président, être en totalité ou en partie réparti entre les associés à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont la collectivité des associés a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 28 - Dissolution - Liquidation

A l'expiration du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, l'associé unique ou les associés, ou le cas échéant le tribunal de commerce, règle(nt) le mode de liquidation de la Société, nomme(nt) le ou les liquidateurs et fixe(nt) leurs pouvoirs.

Sous réserve des restrictions prévues par la réglementation en vigueur, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif. Ils pourront, en vertu d'une décision des associés, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits, actions et obligations de la Société dissoute.

Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est employé à rembourser complètement le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti, en espèces ou en titres, entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 29 - Contestations

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit à l'égard des dirigeants, au sujet ou à raison des affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

TITRE VIII

PREMIER PRESIDENT – PERSONNALITE MORALE - PUBLICITE

Article 30 – Nomination du premier Président

- Monsieur François DUCOULOMBIER, né le 19 août 1961 à Linselles (59), de nationalité française, demeurant 20 avenue Pavie, 44500 La Baule,



Il est nommé pour une durée indéterminée.

Monsieur DUCOULOMBIER, signataire, accepte lesdites fonctions et déclare satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat de Président.

Article 31 – Jouissance de la Personnalité Morale – Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

31.1 La Société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

31.2 L'associé unique a annexé aux présents statuts (annexe n° 1) l'état des actes accomplis au nom de la Société en formation. La signature des statuts emportera reprise desdits engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

En outre, l'associé unique donne mandat au Président, de passer les actes et de prendre pour le compte de la Société les engagements figurant en annexe n° 2 des statuts.

Ces actes et engagements seront également repris par la Société par le fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

31.3 Le Président de la Société est par ailleurs expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la Société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société, postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, et repris au plus tard lors de l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 32 – Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence du Président qui est spécialement mandatée pour signer l'avis à insérer dans un Journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Paris

Le 25/07/2019.

En quatre exemplaires originaux.

François DUCOULOMBIER

Associé unique et Président

Bon pour acceptation des fonctions de Président

Bon pour acceptation des fonctions de président
J. DUCOULOMBIER

ANNEXE N° 1

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire pour le dépôt des fonds constituant le capital social,
- Signature d'un contrat de domiciliation,
- Instructions au cabinet KGA Avocats pour conseils et rédaction des documents relatifs à la constitution et à l'immatriculation de la Société.

ANNEXE N° 2

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION
APRES LA SIGNATURE DES STATUTS ET AVANT SON IMMATRICULATION
AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

- Frais d'immatriculation de la Société au RCS

